POUR LA DYNAMISATION DU SECTEUR

La recherche scientifique se met au service de l'agriculture

Pour son développement, le secteur de l'agriculture demande l'accompagnement de celui de la recherche scientifique. Ce dernier est appelé à présenter de nouvelles recherches visant à développer le secteur agricole.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Pour ce faire, les deux parties ont organisé, hier, une rencontre sous le thème «la recherche scientifique et l'innovation au service du développement agricole et aquacole».

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique et celui de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche ont décidé d'unir leur force pour la dynamisation du secteur agricole.

Le département de Tahar Hadjar et celui de Sid-Ahmed Ferroukhi vont discuter pendant deux jours sur les éventuels mécanismes d'appui aux programmes de développement agricole, de la pêche et de l'aquaculture. «Dans le cadre du programme de développement agricole et de la pêche, Felaha 2019, les programmes de l'intensification des filières, de l'augmentation de la sole irriguée, de la mise en valeur des terres, du développement de la pisciculture en mer ou intégrée à l'agriculture, devront être mis en œuvre avec un accompagnement scientifique et technique rapproché, au niveau local, qui s'appuie sur l'innovation, les énergies renouvelables, les biotechnologies, mais également sur les sciences et la valorisation des savoir-faire locaux», indique-t-on au ministère de l'Agriculture.

Ce partenariat, souligne le ministre de l'Enseignement supérieur, vise à développer la recherche et l'investissement dans le domaine de l'agronomie, «ce dernier étant un secteur stratégique qui permet de développer l'économie nationale, notamment avec la chute des prix du pétrole où nous devons diversifier notre économie». Selon Tahar Hadjar, son département a lancé un programme sur la protection alimentaire qui a mobilisé 1970 chercheurs et 501 équipes de recherches multidisciplinaires. Ceci, poursuit-il, à travers 37 établissements de l'enseignement supérieur et centre de recherche. «Nous disposons de compétences scientifiques dans plus de 200 laboratoires de recherche spécialisés dans le domaine de l'agriculture, la biologie, la biotechnologie et l'environnement et en irrigation», dit-il.

Photos : NewPress

L'objectif de Ferroukhi et Hadjar, la sécurité alimentaire.

Ainsi, des filières d'excellence seront ouvertes dans plusieurs établissements d'enseignement supérieur à travers le territoire national. Actuellement, il existe 330 doctorants en agronomie et 90 doctorants en ressources en eau.

S. A.

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE À ORAN

Une première édition inaugurée aujourd'hui

Quelque 150 exposants, représentant des filières du secteur comme l'élevage, des vétérinaires, le phytosanitaire, les semences, les équipements et machines etc. prennent part aujourd'hui à l'ouverture de la première édition du Salon international de l'agriculture «Agripro-Expo» qui a lieu au centre des conventions d'Oran. Pour l'occasion, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche donnera le coup d'envoi du Salon.

Amel Bentolba – Oran (Le Soir) - Hier, les exposants avaient déjà pris place au niveau de l'espace qui leur est réservé et ont entamé leur plan de communication avec les premiers visiteurs. Ce qui est à noter, c'est bien la prévalence de la production nationale : fromage, semences, miel, différentes charcuteries, transformation de céréale, volaille et transformation de viandes surgelées…

Comme à son habitude dans ce type de manifestation, le ministre fera certainement le tour de la plupart des stands et s'entretiendra longuement avec les exposants. Suite à quoi il prendra part au niveau de la salle de conférence du CCO, à la journée d'information sur les nouveaux dispositifs relatifs à la sécurité sociale au profit des agriculteurs qu'organise la Caisse nationale de mutualité agricole (CNMA). Selon les organisateurs de cette journée, il s'agira «de vulgariser le dispositif adopté dans le cadre du renforcement du système de sécurité sociale pour remédier à la faible intégration des non-salariés du secteur de l'agriculture, du développement rural, et de la pêche. De même que ce sera l'occasion de débattre des principales mesures opérationnelles qui seront mise en œuvre au profit des agriculteurs ainsi que de la facilitation des procédures de traitement des dossiers des exploitants agricoles et des mesures prises qui s'inscrivent dans le cadre de l'amélioration continue des prestations de services mises à la disposition de cette frange de population en matière de couverture sociale.»

Le salon Agripro sera clôturé le 23 janvier 2016 et aspire à devenir selon les organisateurs, un rendez-vous incontournable pour tous les acteurs régionaux et internationaux du monde agricole, en leur offrant une tribune unique afin de présenter leur produit, leur diversité et leur nouveauté.

A. B.

L'ENTREPRISE PUBLIQUE MAGRO SUIT LA RÉALISATION D'UNE DIZAINE DE PROJETS

Deux marchés de gros devraient être réceptionnés en 2016

La banque devant accompagner les grossistes de Semmar dans le processus de financement du nouveau marché de gros, après leur délocalisation du site actuel, n'a pas été encore désignée, a affirmé, hier, le ministre du Commerce, Bakhti Bélaïb, en marge d'une activité officielle de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA).

Younès Djama - Alger (Le Soir) - Le ministre a ajouté qu'il effectue aujourd'hui même une visite de travail au marché de gros de Semmar en compagnie du wali d'Alger, Abdelkader Zoukh, et au cours de laquelle le membre du gouvernement évoquera le projet avec les grossistes.

Ces derniers ont formulé leur souhait d'être délocalisés du lieu où ils exercent actuellement dans des conditions jugées inadéquates pour l'exercice de ce type d'activité, tout en s'engageant à participer au financement pour la réalisation du nouveau marché dont le lieu reste à déterminer. A ce titre, l'entreprise publique Magro chargée de la réalisation des marchés de gros suit la réalisation d'une dizaine de projets dont deux devraient être certainement réceptionnés durant l'année en cours, a encore révélé Bélaïb qui réfute toute idée d'abandonner les projets de marchés de gros considérés comme «des structures importantes».

Sans donner de chiffres, le ministre du Commerce a affirmé que la facture des importations a diminué en 2015 par rapport à l'exercice 2014.

Concernant le crédit à la consommation, Bélaïb a indiqué que les véhicules sont concernés à la condition qu'ils soient montés en Algérie.

Selon lui, toutes les banques sont concernées par ce crédit, soulignant que l'octroi (des crédits) n'est pas une obligation pour les banques.

Celles-ci demeurent libres dans le traitement qu'elles font par rapport à ce dossier, a encore précisé le ministre.

S'agissant des licences d'importation, Bélaïb a rappelé que trois produits vont d'ores et déjà être soumis au nouveau régime des licences (ciment, rond à béton, véhicules), ajoutant qu'en ce qui concerne les autres produits, essentiellement les produits agricoles, un travail d'analyse est en cours au niveau des structures des ministères concernés.

Une fois ce travail accompli, la liste des produits agricoles touchés par ce régime sera annoncée, selon le ministre. Ce dernier s'exprimait en marge de la cérémonie d'ouverture du deuxième conseil national de l'UGCAA à laquelle ont pris part un représentant du Premier ministre, le ministre des Finances Abderrahmane Benkhalfa, du représentant du ministre du Travail.

Au cours d'une brève allocution, Benkhalfa a indiqué que les recettes de la fiscalité ordinaire vont cette année être le double de la fiscalité pétrolière, invitant les commerçants à y participer à travers leur adhésion à l'opération de mise en conformité fiscale volontaire lancée par le ministère pour intégrer les fonds informels dans la sphère bancaire.

Benkhalfa a annoncé que ses services s'attelleront à élargir l'assiette fiscale, excluant une hausse de la pression fiscale.

Y. D.